

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1919.

PROJET DE LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR MM. ERNEST, CRICK et PASTUR.

MESSIEURS,

Le projet soumis à la Chambre, constitue, bien que s'en défende son auteur, une revision presque complète du régime désuet qui règle les pensions militaires, puisqu'à côté des pensions pour invalidités résultant de la campagne de 1914-1919, il édicte des règles nouvelles en ce qui concerne les pensions pour ancienneté à décerner désormais.

Quant aux tarifs, ils sont majorés mais uniquement pour les militaires qui ont fait la campagne.

Certes, tous les intéressés eussent désiré voir reviser tout le régime des pensions accordées jusqu'au 1^{er} août 1914, et dont le taux n'est plus en accord avec les nécessités de la vie actuelle. Mais ce problème est trop complexe que pour pouvoir être abordé et solutionné en une fin de législature. Il y a lieu de se borner à ce sujet d'acter la promesse formulée par l'Exposé des motifs, disant qu'« assurément, une revision s'impose », et ajournant la solution jusqu'au « moment où s'établira la réforme des pensions civiles ».

(1) Projet de loi, n° 305.

(2) La Commission, présidée par M. PIRMEZ, était constituée :

a) De la Commission de l'Armée, composée de MM. PIRMEZ, président, BERLOZ, BRIART, BRIFAUT, BUYL, COCQ, CRICK, DELPORTE, D'HUART, DONY, DU BUS DE WARNAFFE, ERNEST, FIEULLIEN, GORLET, HUYSHAUWER, LAMPENS, MANSART, MARCK, ORTEGAT et PASTUR.

b) De la Section centrale, composée de MM. PIRMEZ, HUBIN, MABILLE, BOLOGNE, PENSOONS et DE WOUTERS D'OPLINTER.

La Commission insiste pour que cet aspect de la question soit abordé à bref délai, afin que soit marquée la reconnaissance de la Nation envers les éducateurs de l'armée belge qui, dès le premier jour, a montré par son héroïsme et sa magnifique attitude, l'excellence de l'enseignement et de l'exemple donnés par les officiers qui avaient hier, à des degrés divers, la mission de la conduire.

Le projet actuel ne touche à ce problème qu'en ce qui concerne les officiers pensionnés ayant repris du service pendant la guerre.

Il établit pourtant un régime nouveau pour les officiers, sous-officiers et gendarmes qui seront appelés désormais à jouir d'une pension.

Enfin, il répond aux impérieuses exigences du moment, en établissant le régime des pensions pour les invalides de guerre.

Un rapide examen des articles proposés et des modifications apportées à leur rédaction par la Section centrale, qui s'était adjointe à la Commission parlementaire de l'Armée, permettra de faire ressortir les avantages du projet.

L'article 1^{er} donne à la loi toute sa signification en stipulant que le régime nouveau prendra cours le 1^{er} août 1914, et en écartant les militaires qui à cette date étaient en instance de pension, s'ils n'ont pas repris du service par la suite.

Droits à la pension pour ancienneté de service.

L'article 2 énumère les militaires de toutes catégories, appelés au bénéfice de la loi.

Une disposition abaisse de 55 à 50 ans l'âge de retraite et de 40 à 35 ans la durée de service exigée pour établir les droits à la pension d'ancienneté des officiers subalternes.

Enfin, le recrutement du cadre de réserve est assuré par l'admission possible à la pension d'officiers subalternes comptant au moins dix années de service effectif.

L'article 3 règle les conditions dans lesquelles le Gouvernement a la faculté de mettre à la pension les officiers et militaires de tous rangs. Il y aurait lieu toutefois d'assurer toutes garanties contre des mises arbitraires à la pension.

Les articles 4 et 5 maintiennent des dispositions antérieures, sauf des changements de détails, en vue d'assurer l'égalité du point de départ et l'adjonction des années passées dans un service civil pour le calcul de la pension, pourvu que la durée des services militaires soit de vingt années au moins.

Droits à la pension pour cause de blessures ou d'infirmités.

L'article 7 établit le droit à la pension pour invalidité dès que celle-ci atteint 10 % et quelle que soit la durée du service militaire accompli ; il place les droits de l'invalidé sur le même rang que celui du mutilé.

La pension toutefois ne sera allouée au militaire continuant à servir qu'après son départ du service.

Un grand progrès est accompli par l'article 10, disant que toutes les invalidités constatées chez un militaire, même pendant les six mois suivant son renvoi dans ses foyers, sont présumées devoir être réparées. Cette disposition s'impose d'une façon particulière pendant toute la période troublée de la guerre : le doute doit profiter à l'invalidé.

En ce qui concerne les combattants renvoyés dans leurs foyers, ce délai ne prendra cours qu'à partir de la promulgation de la présente loi.

Le droit des veuves et des orphelins.

Le titre III règle les droits des veuves à une pension viagère et des orphelins à une pension temporaire.

La Section estime qu'il y a lieu de préciser au deuxième alinéa de l'article 13, ce qu'on entend par « mort accidentelle », ce terme devant signifier la mort par accident, événement soudain, brutal, anormal, supposant l'action subite d'une force extérieure. (Cassation, du 6 juillet 1911.)

Le but de cet article est, incontestablement, d'éviter tout mariage *in-extremis* ou basé sur le calcul d'une mort proche, déterminée par l'invalidité. Mais il peut se faire que la mort de l'invalidé soit déterminée, endéans la première année du mariage, par une cause imprévue n'ayant aucun rapport avec l'affection ayant créé le droit à la pension. Dès lors, la veuve de l'invalidé doit être admise au bénéfice de la loi.

La Section vous propose de modifier l'article comme suit :

ART. 13, 2^e alinéa.

« ... le mariage ait duré une année au moins ou ait été rompu *plus tôt par la mort de l'époux, provenant d'une cause étrangère à l'origine de la pension.* »

La Section vous propose de compléter les dispositions de l'article 13 par l'adjonction d'un nouvel article ainsi libellé :

ART. 13^{bis}.

« Quand un militaire meurt en jouissance d'une pension d'invalidité de 60 % et plus, dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, ou en possession des droits à cette pension, sa veuve a droit, — pourvu que le mariage ait été contracté à la date de la promulgation de la loi — à une pension viagère équivalente au tiers de la pension du mari décédé. »

Ce nouvel article consacre l'adoption du principe de la réversibilité, admis, mais en une mesure beaucoup moins large, par la loi française du 31 mars 1919.

Le taux d'un tiers a été adopté afin que la veuve de l'invalidé décédé ne puisse en aucun cas toucher plus que la veuve du soldat tué ou mort directement à la suite de ses blessures.

Afin d'éviter toute contestation entre les orphelins, enfants de l'invalidé, la Commission propose de libeller l'article 19 comme suit :

ART. 19.

« Les orphelins mineurs d'âge ont droit, tous ensemble, à une pension annuelle égale au montant de la pension que la mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir dans les conditions stipulées aux articles 36 et 37.

Cette pension est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 21 ans accomplis. »

Les militaires disparus.

Les droits des épouses et des enfants mineurs des militaires disparus sont réglés par l'article 21.

Des discussions ont surgi quant à la définition du terme « disparu ».

La Section estime qu'il y a lieu de mettre au plus tôt à jour la liste officielle des disparus et de faire bénéficier les ayants droit des arriérés en cas de disparition prolongée depuis les premières années de la guerre.

Les droits des ascendants.

C'est encore un principe nouveau, heureusement établi dans la loi par les articles 22 et suivants, que la reconnaissance des droits des parents, grands-parents, frères et sœurs trop jeunes ou infirmes, à une allocation renouvelable.

A l'article 22, une discussion avait surgi au 1°, mais la majorité de la Section a estimé que, même mère d'un soldat belge, l'épouse d'un sujet d'une nation ennemie ne peut avoir droit à l'allocation.

Dans une pensée de respect du principe égalitaire, la Section vous propose la suppression du 2° du même article.

Droits des enfants naturels.

En ce qui concerne les enfants naturels reconnus, la commission propose d'insérer ce titre avant les mots : article 25.

Elle estime que le dernier alinéa de cet article, visant les dispositions des lois civiles sur la matière de reconnaissance judiciaire, protège les droits des enfants naturels que le militaire défunt n'a pu reconnaître.

La fixation des pensions.

Le titre IV établit les règles de fixation des pensions. Des tableaux annexés au projet en déterminent les taux.

La première section de ce titre traite des pensions pour ancienneté de service, en se reportant aux lois des 24 et 25 mai 1912, mais en majorant, par l'article 27, les taux fixés par ces lois, au bénéfice des militaires qui ont participé à la campagne.

L'article 28 réforme une prescription des lois antérieures qui réclamaient deux ans de grade pour admettre celui-ci comme base du règlement de la pension. La loi nouvelle fixe un an d'activité dans le même grade.

En son article 29, la loi fait bénéficier certains sous-officiers de gendarmerie d'une majoration de pension calculée sur le temps de service passé dans la gendarmerie.

La deuxième section du même titre traite des pensions pour invalidité, en stipulant un régime spécial pour les militaires victimes d'invalidités dont l'origine se place entre le 1^{er} avril 1914 et le 30 septembre 1919.

L'article 32 prévoit le cumul d'indemnités pour invalidités multiples.

La Section vous propose d'intercaler entre le 2^e alinéa et le 3^e alinéa de l'article 32, un nouvel alinéa qui serait le 3^e alinéa de cet article et serait ainsi conçu :

ART. 32, 3^e alinéa.

« Si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, cet arrêté royal ne pourra, en aucun cas, évaluer les infirmités à un taux inférieur à celui fixé par le guide-barème des invalidités en usage dans l'armée belge depuis 1917. »

D'autre part, la Section vous propose de modifier le 3^e alinéa du projet, — qui deviendrait donc le 4^e alinéa, — comme suit :

ART. 32, 4^e alinéa.

« Une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs peut être allouée aux... »

(Le reste comme prévu).

A l'article 33, la Section vous propose d'introduire après les mots « il est accordé pour chaque enfant légitime » les mots « nés ou à naître », de même après les mots « pour chaque enfant naturel reconnu ».

Une demande de modifier le taux des majorations annuelles prévues, a été rejetée, de même que la proposition d'accorder le maximum des chevrons aux militaires pensionnés pour une invalidité dont l'origine se place entre le 1^{er} avril 1914 et le 30 septembre 1919. La Section a estimé que n'étant

pas saisie d'une proposition de réforme de la loi sur la dotation et la pension basée sur les chevrons, il ne lui était pas permis d'y proposer une modification.

La Section vous propose d'intercaler un article 34^{bis} ainsi conçu :

« Les militaires pensionnés en raison d'une invalidité dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} avril 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, recevront gratuitement, leur vie durant, tous les appareils de prothèse et autres, nécessités par cette invalidité. »

La Section émet le vœu de voir étudier les conditions d'admission gratuite des invalides aux soins médicaux et pharmaceutiques, nécessités par les infirmités donnant droit à la pension.

La troisième section du titre IV fixe les pensions des veuves et des orphelins, des épouses et des enfants des militaires disparus et des enfants naturels reconnus, ainsi que les allocations des ascendants et autres ayants-droits.

L'article 35 dit que la pension des veuves est réglée conformément au tableau III annexé au projet, prévoyant une majoration de 50 % pour les ayants-droits des victimes de la guerre, celles-ci étant classées toutes au tarif maximum.

L'article 36 fixe la majoration de la pension par enfant mineur, tandis que l'article 37 diminue d'une part, en ce qui concerne les orphelins, la pension ainsi élevée, ce à raison de la disparition d'une unité — la mère — dans le ménage.

Le souci de répartir les allocations suivant les charges de famille a inspiré aussi les dispositions formant l'objet de l'article 38 et de l'article 39.

A ce dernier article pourtant, la Section propose une modification, tendant à mettre chacun des grands parents sur le même pied. L'article serait rédigé comme suit :

ART. 39.

« Les allocations, etc.

	Taux spécial.	Taux normal.
<i>Pour le grand-père et la grand'mère conjointement ou séparément fr.</i>	600 »	400 »
<i>Pour le grand-père et la grand'mère mariés.</i>	300 »	200 »
<i>Le taux spécial. »</i>		

Dispositions générales.

Quelles seront les personnes attachées à l'armée ou à des services de l'armée qui bénéficieront de cette loi? Les catégories seront, d'après l'article 41, déterminées par un arrêté royal. La Section estime qu'en tous cas les militaires ou anciens militaires occupés comme militaires salariés, ainsi que les civils occupés à des travaux militaires, au moment de la mort ou de l'origine de l'invalidité, doivent bénéficier de la présente loi.

C'est ainsi qu'après leur démobilisation, des soldats ou anciens soldats ont été employés à la récupération du matériel délaissé par les allemands. Dans l'exécution de leur travail, certains ont été tués, d'autres ont été blessés. L'État ne peut s'en désintéresser, pas plus notamment que des civils réquisitionnés au début de la guerre par l'autorité militaire, ni des travailleurs des usines militaires.

La Section a estimé qu'il y avait lieu de préciser les 3° et 4° alinéas de l'article 42 comme suit :

ART. 42

« »

3° *Pour le sous-lieutenant, les neuf dixièmes du maximum fixé pour la pension de lieutenant;*

4° *Pour les militaires non-officiers, les huit dixièmes du maximum indiqué au 3°.* »

A l'article 45, il y aurait lieu de remplacer au premier alinéa le mot « au » après les mots « . . . prévues à l'article 27 et afférentes . . . » par les mots « *à leur* », et supprimer les mots « dont les intéressés étaient titulaires ». Au second alinéa, d'introduire après les mots « . . . depuis le 1^{er} août 1914 . . . » et avant les mots : . . . d'après les dispositions antérieures » le mot « *et* ».

A l'article 47, il y aurait lieu de remplacer les mots « les dépendants » par les mots « les autres bénéficiaires visés dans la présente loi ».

L'article serait donc libellé comme suit :

ART. 47.

« Les veuves, les orphelins et *les autres bénéficiaires visés dans la présente loi*, des officiers commissionnés . . .
comme les veuves, les orphelins et *les autres bénéficiaires visés dans la présente loi* des officiers de même grade . . . »

Les situations visées à l'article 48 étant inexistantes, cet article devrait être modifié comme suit :

ART. 48.

« Lorsqu'un officier commissionné au grade supérieur ou à l'emploi du grade supérieur aura été tué à l'ennemi, la pension des ayants-droits sera liquidée sur ce grade. »

L'article 49 permet aux agents de l'État, qui peuvent prétendre bénéficier d'une pension militaire pour invalidité, d'opter à cet égard, entre le régime des pensions militaires et celui des pensions civiles. Encore un délai de cinq ans leur est-il imparti pour procéder à ce choix en toute connaissance de cause.

L'article 50 prévoit que les années de campagne compteront en double pour la fixation du taux de la pension, tandis que l'article 51, élève au triple le temps passé dans la zone du front.

La Section vous propose de supprimer à la fin de l'article 51 les mots « double en sus de la durée effective » et de les remplacer purement et simplement par les mots « en triple ».

Les articles suivants visent les différents cas de militaires ayant repris du service pendant la campagne, et dont la pension sera améliorée sur les bases stipulées aux articles 50 et 51, prévoyant même une amélioration de pension à raison des années de guerre dépassant les quarante années de service stipulées comme un maximum pour les taux de pension fixées par le régime des lois antérieures.

C'est un juste tribut de reconnaissance aux militaires de tous grades qui, ayant donné déjà une certaine part de leur existence à l'armée, ont, montrant l'exemple à de plus jeunes, sollicité leur rentrée sous les drapeaux pour pouvoir concourir encore, quel que fut leur âge, à la défense du sol natal menacé.

L'article 55 sauvegarde les droits des officiers commissionnés. Et l'article 56 accorde un grade supérieur pour l'attribution de la pension aux sous-officiers et brigadiers de gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes.

L'article 57 règle le taux d'augmentation de la pension à raison des années d'activité dans le grade, suivant les dispositions des lois antérieures.

A l'article 58, la Section vous propose de remplacer le mot « pension » par celui de « rente ». L'article serait donc rédigé comme suit :

ART. 58.

« Les *rentes* afférentes aux ordres...

La moitié du montant de ces *rentes* est réversible...

Ces *rentes* peuvent être cumulées. »

La Section émet le vœu de voir préciser le point de départ légal de la pension, visé à l'article 59. Elle estime que le militaire dont la mise à la réforme a été retardée par des raisons administratives, a droit dès lors à la pension avant la date de cette formalité.

De même, la pension doit être assurée à toutes veuves et ayants droits, dès la date de la mort ou de la disparition du militaire.

La Section vous propose, en conséquence, de compléter cet article par un nouvel alinéa :

ART. 59.

.

« Pour les veuves et orphelins, la pension prendra cours à l'époque de la mort ou de la disparition officiellement reconnue du mari ou du père. »

L'article 60 pourrait être complété par l'alinéa suivant, adopté à l'unanimité par la Section.

ART. 60.

« Lors de la liquidation...

En ce qui concerne les invalides, veuves et orphelins de la guerre, les secours alloués par le Comité National de Secours et d'Alimentation ne sont pas défalqués. »

La Section vous propose de supprimer la fin du 1^{er} alinéa et le 2^e alinéa de l'article 64 et de rédiger cet article comme suit :

ART. 64.

« Les pensions et les allocations annuelles seront inscrites comme dettes de l'Etat, au livre des pensions du Trésor public, et payées par trimestre.

Un arrêté royal déterminera les modalités de paiement. »

Le reste de l'article disparaîtrait.

La rédaction proposée laisse le champ libre à toutes les méthodes nouvelles de paiement, soit par les soins de l'administration des postes ou par tout autre système simplifiant les formalités.

L'article 62 rend les pensions militaires incessibles et insaisissables, tandis que l'article 64 stipule les cas de suspension des droits à l'obtention ou à la jouissance de ces pensions.

L'article 65 permet le cumul d'une pension militaire d'invalidité avec le traitement ou la pension afférent à un emploi civil public.

A l'article 66, la Commission propose de remplacer au deuxième alinéa les termes « de mutilés » par ceux « d'invalides », afin de faciliter le recrutement des éléments devant composer ces commissions et parmi lesquels on prévoit un officier ou un sous-officier et deux caporaux ou deux soldats. La commission n'a pas cru pouvoir abaisser le taux de 50 p. c. proposé, afin d'assurer la sauvegarde des intérêts particulièrement respectables et plus directs des grands invalides.

La Section centrale et la Commission parlementaire de l'Armée, après avoir terminé l'examen de ce projet, dont elles proposent l'adoption, ont décidé que le présent rapport serait signé par un représentant de chacun des trois partis, afin de les confondre tous dans le même hommage aux héros disparus, aux mutilés, aux invalides, et dans le même engagement, par toute la Nation, d'adoption des veuves, des orphelins, de tous ceux qui souffrent des suites du grand sacrifice accompli pour notre cher Pays.

Les Rapporteurs,

VICTOR ERNEST.

MAURICE CRICK.

MAX PASTUR.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

**Amendements
proposés par la Commission.**

ART. 13.

I. — Modifier comme suit le 2^d alinéa :

Cette restriction ne s'applique pas aux femmes qui ont épousé un mutilé de la guerre atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 60 %. Elles auront droit à la pension pour autant que le mariage ait duré *une année au moins ou ait été rompu plus tôt par la mort de l'époux, provenant d'une cause étrangère à l'origine de la pension.*

II. — Faire suivre l'article 13 d'un article 13^{bis}.

ART. 13^{bis} (nouveau).

Quand un militaire meurt en jouissance d'une pension d'invalidité de 60 % et plus, dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, ou en possession des droits à cette pension, sa veuve a droit, pourvu que le mariage ait été contracté à la date de la promulgation de la loi — à une pension viagère équivalente au tiers de la pension du mari décédé.

ART. 19.

Modifier l'article comme suit :

Les orphelins mineurs d'âge ont droit, tous ensemble, à une pension

**Amendementen door de Commissie
voorgesteld.**

ART. 13.

I. — Lid 2 te wijzigen als volgt :

Deze beperking is niet toepasselijk op de vrouwen die eenen oorlogsverminkte, aangetast door eene invaliditeit gelijk aan of hooger dan 60 %, gehuwd hebben. Zij zullen op het pensioen recht hebben in zoover het huwelijk *ten minste één jaar heeft geduurd of vroeger ontbonden werd ten gevolge van het overlijden van den echtgenoot, wegens eene oorzaak vreemd aan den oorsprong van het pensioen.*

II. — Na dit artikel, een artikel 13^{bis} in te voegen :

ART. 13^{bis} (nieuw).

Wanneer een militair bij zijn overlijden het genot heeft van een invaliditeitspensioen van 60 % en meer, waarvan de oorsprong moet gezocht worden tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, of wanneer hij aanspraak had op dit pensioen, heeft zijne weduwe, indien het huwelijk voltrokken was op den datum van de afkondiging der wet, recht op een levenslang pensioen gelijk aan een derde van het pensioen van den overleden man.

ART. 19.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De minderjarige weezen hebben recht, allen te zamen, op een jaarlijksch pen-

annuelle égale au montant de la pension que la mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir *dans les conditions stipulées aux articles 36 et 37.*

Cette pension est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 21 ans accomplis.

ART. 22.

Supprimer le n° 2°.

ART. 25.

Faire précéder cet article de l'intitulé : Droits des enfants naturels.

ART. 32.

I. — Intercaler après le deuxième alinéa la disposition suivante :

Si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, cet arrêté royal ne pourra, en aucun cas, évaluer les infirmités à un taux inférieur à celui fixé par le guide-barème des invalidités en usage dans l'armée belge depuis 1917.

II. — Modifier ainsi le début de l'alinéa suivant :

Une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs peut être...

ART. 33.

Rédiger ainsi l'alinéa premier :

En sus de la pension définitive ou provisoire, accordée en vertu de l'article 30, il est accordé pour chaque enfant légitime né ou à naître et pour

sioen, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hunne moeder bekomen heeft of het recht zou hebben gehad te bekomen *onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 36 en 37.*

Dit pensioen wordt ten volle betaald totdat de jongste hunner den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt heeft.

ART. 22.

N° 2° te doen wegvallen.

ART. 25.

Aan dit artikel te doen voorafgaan het opschrift : Rechten van de natuurlijke kinderen.

ART. 32.

I. — Na lid 2, de volgende bepaling in te voegen :

Indien de invaliditeit ontstaan is tussen den 1^{er} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, kan dit koninklijk besluit, in geen geval, de lichaamsgebreken ramen op een bedrag beneden dit, bepaald door het aanwijzend barema der gevallen van invaliditeit, in gebruik bij het Belgisch leger sedert 1917.

II. — Den aanvang van het volgende lid te wijzigen als volgt :

Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 3,600 frank kan...

ART. 33.

Lid 1 te doen luiden als volgt :

Boven het krachtens artikel 30 toegestane definitief of voorloopig pensioen, worden voor ieder geboren of ongeboren wettig en voor ieder geboren of

chaque enfant naturel reconnu né ou à naître dans les conditions indiquées à l'article 25; des majorations annuelles variant de 30 à 300 francs, suivant le degré d'invalidité.

ART. 34.

Faire suivre l'article d'un article nouveau ainsi conçu :

ART. 34^{bis} (nouveau).

Les militaires pensionnés en raison d'une invalidité dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} avril 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, recevront gratuitement, leur vie durant, tous les appareils de prothèse et autres nécessités par cette invalidité.

ART. 39.

Le rediger ainsi :

Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit, dans chaque ligne :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand-père et la grand-mère conjointement ou séparément.	fr. 600	400
Pour le grand-père et la grand-mère mariés.	300	200
Le taux spécial (la suite comme au projet.)		

ART. 42.

Modifier ainsi les n° 3° et 4° :

3° Pour le sous-lieutenant, les neuf dixièmes du maximum fixé pour la pension de lieutenant.

ongeboren erkend natuurlijk kind, onder de bij artikel 25 aangeduide voorwaarden, jaarlijksche verhoogingen toegekend, gaande van 30 tot 300 frank volgens den invaliditeitsgraad.

ART. 34.

Na dit artikel, een nieuw artikel in te voegen, luidende :

ART. 34^{bis} (nieuw).

De militairen, op pensioen gesteld wegens eene invaliditeit die ontstaan is tusschen den 1^{en} April 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, ontvangen kosteloos, zoolang zij leven, al de kunstmatige en andere organen, welke wegens die invaliditeit noodig zijn.

ART. 39.

Dit artikel te doen luiden :

De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen worden vastgesteld als volgt, in elke linie :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder te zamen of afzonderlijk	fr. 600	400
Voordegehuwdegrootvader en grootmoeder	300	200
Het bijzonder bedrag (het overige zooals in het ontwerp.)		

ART. 42.

De n° 3° en 4° te wijzigen als volgt :

3° Voor de onderluitenanten, de negen tienden van het maximum vastgesteld voor het pensioen der luitenanten;

4° Pour les militaires non-officiers, les huit dixièmes des maximums indiqués au n° 3°.

ART. 45.

Modifier l'article comme suit :

Pour les militaires retraités, la revision s'établira en ajoutant à la pension primitive le nombre d'annuités correspondant à la durée des services nouveaux, avec le bénéfice des années de campagne. Ces annuités seront celles fixées par les tarifs des lois du 24 et du 25 mai 1912, éventuellement majorées dans les conditions prévues à l'article 27 et afférentes à leur dernier grade sans préjudice des prescriptions de l'article 28, mais ne seront pas majorées de l'accroissement attribué au temps d'activité dans le grade.

Pour les militaires démissionnés, la pension sera liquidée d'après les dispositions de la présente loi, en ce qui concerne les services accomplis depuis le 1^{er} août 1914 et d'après les dispositions antérieures et sur le grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission, pour les services accomplis avant le 1^{er} août 1914. Le bénéfice prévu à l'article 57 ne sera accordé qu'en raison du dernier grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission.

ART. 47.

Modifier l'article comme suit :

Les veuves, les orphelins et les autres bénéficiaires visés dans la présente

4° Voor de militairen die geen officier zijn, de acht tienden van het maximum vermeld in n° 3°.

ART. 45.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

Voor de gepensioneerde militairen zal de herziening derwijze gebeuren dat het oorspronkelijk pensioen zal vermeerderd worden met het aantal annuïteiten die met den duur der nieuwe diensten overeenstemmen, met daarbij het voordeel der jaren veldtocht. Deze annuïteiten zullen deze zijn, vastgesteld bij de tarieven der wetten van 24 en 25 Mei 1912, in gebeurlijk geval verhoogd in de gevallen voorzien bij artikel 27, en betrekking hebbende op hunnen jongsten graad, onverminderd de voorschriften van artikel 28, doch zullen niet verhoogd worden met de vermeerdering verbonden aan den in den graad doorgebrachten werkelijken dienst.

Voor de afgetreden militairen zal het pensioen vereffend worden volgens de bepalingen van deze wet, wat de diensten betreft welke sedert den 1^{en} Augustus 1914 werden vervuld, en volgens de vroegere bepalingen en op grondslag van den graad welken de belanghebbende bekleedde op het oogenblik zijner aftreding, voor de diensten vervuld vóór den 1^{en} Augustus 1914. Het bij artikel 57 voorziene voordeel zal maar verleend worden met inachtneming van den laatsten graad van den belanghebbende op 't oogenblik van zijn aftreden.

ART. 47.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De weduwen, de weezen en de overige, bij deze wet bedoelde rechtverkrij-

loi, des officiers commissionnés et des officiers assimilés à un grade sont traités, au point de vue des droits à une pension ou à des allocations, comme les veuves, les orphelins et les autres bénéficiaires visés dans la présente loi, des officiers de même grade des cadres actifs et de réserve.

ART. 48.

Remplacer l'article par la disposition suivante :

Lorsqu'un officier commissionné au grade supérieur ou à l'emploi du grade supérieur aura été tué à l'ennemi, la pension des ayants droit sera liquidée sur ce grade.

ART. 51.

Modifier l'article comme suit :

Le temps de service que les militaires auront accompli depuis le 1^{er} août 1914 et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front dans les conditions définies par la loi, sera compté *en triple*.

ART. 58.

Modifier l'article comme suit :

Les *rentes* afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II . fr.	100	»
Ordre de la Couronne .	150	»
Ordre de Léopold . . .	200	»

La moitié du montant de ces *rentes* est réversibles aux veuves et orphelins

genden van de aangestelde officieren en van de met eenen graad gelijkgestelde officieren worden behandeld, ten opzichte der rechten op pensioen of op tegemoetkomingen, zooals de weduwen, de weezen en de overige, bij deze wet bedoelde rechtverkrijgenden van de officieren van denzelfden graad der werkdadige kaders en der reservekaders.

ART. 48.

Dit artikel te vervangen door de navolgende bepaling :

Wanneer een officier, tot den hooger graad of tot de bediening van den hooger graad aangesteld, voor den vijand sneuwde, wordt het pensioen der rechtverkrijgenden naar dezen graad berekend.

ART. 51.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De dienstdijd, welken de militairen sedert den 1^{en} Augustus 1914 volbracht hebben en die hun onder de bij de wet bepaalde voorwaarden op het toekennen der frontchevrons recht verleent, zal voor *het drievoud* worden geteld.

ART. 58.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De aan de nationale orden verbonden *renten*, verleend aan de militairen beneden den graad van officier, worden tot het volgende bedrag bepaald :

Orde van Leopold II . fr.	100	»
Kroonorde	150	»
Leopoldsorde	150	»

De helft van het beloop dezer *renten* is overdraagbaar op de weduwen en

des militaires qui en étaient titulaires.

Ces rentes peuvent être cumulées.

ART. 59.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Pour les veuves et orphelins, la pension prendra cours à l'époque de la mort ou de la disparition officiellement reconnue du mari ou du père.

ART. 60.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

En ce qui concerne les invalides, veuves et orphelins de la guerre, les secours alloués par le Comité National de Secours et d'Alimentation ne sont pas défalqués

ART. 61.

Rédiger l'article comme suit :

Les pensions et les allocations annuelles seront inscrites comme dettes de l'État, au livre des pensions du Trésor public et payées par trimestre.

Un arrêté royal déterminera les modalités de paiement.

ART. 66.

Modifier ainsi l'alinéa 2 :

Ces commissions comprendront un tiers au moins d'invalides dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

weezen der militairen, die er houder van waren.

Deze renten kunnen bij samenvoeging genoten worden.

Ar. 59.

En lid toe te voegen, luidende :

Voor de weduwen en weezen neemt het pensioen een aanvang bij het afsterven of het officieel vastgesteld verdwijnen van den man of van den vader.

ART. 60.

En lid toe te voegen, luidende :

Wat betreft de oorlogsinvaliden, de oorlogsweduwen en de oorlogsweezen, wordt de onderstand, verleend door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, niet afgetrokken.

ART. 61.

Dit artikel te doen luiden :

De pensioenen en de jaarlijksche tegemoetkomingen worden in het pensioenboek der Openbare Schatkist als Staatsschuld ingeschreven en per trimester betaald.

De wijzen van betaling worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 66.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

Van deze commissiën zullen ten minste een derde invaliden, wier invaliditeit boven 50 % gaat, deel uitmaken.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 OCTOBER 1919.

WETSONTWERP OP DE MILITAIRE PENSIOENEN (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DE HEEREN **ERNEST, CRICK** en **PASTUR**.

MIJNE HEEREN,

Het aan de Kamer voorgelegd wetsontwerp geldt, al wordt dit door den steller ontkend, als eene bijna volledige herziening van het verouderd stelsel dat de militaire pensioenen regelt; inderdaad, benevens de invaliditeitspensioenen wegens den veldtocht van 1914-1919 voert het nieuwe regelen in betreffende de voortaan te verleenen pensioenen wegens de dienstjaren.

Wat de tarieven betreft, deze worden verhoogd doch enkel voor de militairen die den oorlog hebben meegemaakt.

Voorzeker zouden al de belanghebbenden gewenscht hebben dat geheel het stelsel der pensioenen, tot op 1 Augustus 1914 verleend en wier bedrag niet meer overeenstemt met de huidige levensbehoeften, herzien worde. Doch dit vraagstuk is te zeer ingewikkeld om te kunnen aangevat en opgelost worden op het einde van een zittingsjaar. Hieromtrent dient men zich

(1) Wetsontwerp, n° 305.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer PIRMEZ, was samengesteld uit :

a) De Commissie voor het leger, bestaande uit de heeren PIRMEZ, voorzitter, BERLOZ, BRIART, BRIFAUT, BUYL, COCQ, CRICK, DELPORTE, D'HUART, DONY, DU BUS DE WARNAFFE, ERNEST, FIEULLIEN, GOBLET, HUYSHAUWER, LAMPENS, MANSART, MARCK, ORTEGAT en PASTUR.

b) De Middenafdeeling, bestaande uit de heeren PIRMEZ, HUBIN, MABILLE, BOLOGNE, PERSOONS en DE WOUTERS D'OPLINTER.

er bij te bepalen, nota te nemen van de belofte vervat in de Memorie van Toelichting, welke zegt dat « eene herziening zich voorzeker opdringt » en dat het raadzaam is de oplossing te verdagen « totdat de burgerlijke pensioenen worden gewijzigd ».

De Commissie dringt er op aan dat de zaak in dit opzicht eerlang worde behandeld, opdat de Natie hare erkentelijkheid kunne betuigen jegens de opleiders van het Belgische leger dat, van den eersten dag af, door zijne heldhaftigheid en zijn schitterende houding heeft bewezen hoe uitnemend de opleiding en het voorbeeld waren, welke werden gegeven door de officieren die gisteren, in onderscheidene graden, gelast waren het aan te voeren.

Het onderhavige wetsontwerp raakt dit vraagpunt aan alleen wat betreft de gepensioneerde officieren die gedurende den oorlog opnieuw dienst hebben genomen.

Het voert echter een nieuwe regeling in voor de officieren, onderofficieren en gendarmen die voortaan een pensioen zullen genieten.

Ten slotte beantwoordt het aan de dringende vereischten van het oogenblik door het vestigen van de pensioenen voor de oorlogsinvaliden.

Uit een vluchtig onderzoek van de voorgestelde artikelen en van de wijzigingen, daarin gebracht door de Middenafdeeling die zich bij de parlementaire Legercommissie had gevoegd, zal blijken welke voordeelen het ontwerp meebrengt.

Artikel 1 geeft geheel de strekking der wet weer, waar het bepaalt dat de nieuwe regeling een aanvang neemt op 1 Augustus 1914 en waar het de militairen ter zijde stelt, die op dien datum een pensioen hadden aangevraagd, bijaldien zij later niet opnieuw dienst hebben genomen.

Rechten op het pensioen wegens de dienstjaren.

Artikel 2 vermeldt aan welke militairen van alle soorten het voordeel der wet wordt toegekend.

Eene bepaling verlaagt van 55 tot op 50 jaar den pensioenouderdom en van 40 tot op 35 jaar den duur van den dienst, welke vereischt is tot het vaststellen der rechten van de lagere officieren op het pensioen wegens de dienstjaren.

Eindelijk wordt de aanwerving van het reservekader verzekerd door de mogelijke toelating tot het pensioen van lagere officieren die ten minste tien jaar werkelijken dienst tellen.

Artikel 3 bepaalt onder welke voorwaarden de Regeering bevoegd is om de officieren en militairen van allen rang op pensioen te stellen. Echter zou volledige waarborg moeten gegeven worden tegen elke willekeurige pensionneering.

De artikelen 4 en 5 handhaven vroegere bepalingen, mits geringe veranderingen, tot verzekering van de gelijkheid van het uitgangspunt en het in

aanmerking nemen van de jaren burgerlijken dienst voor het berekenen van het pensioen, mits de duur der militaire diensten ten minste twintig jaar bedraagt.

Rechten op het pensioen wegens verwondingen of lichaamsgebreken.

Artikel 7 vestigt het recht op het pensioen wegens invaliditeit, zoodra deze 10 t. h. bereikt en welke ook de duur van den volbrachten militairen dienst zij; het stelt de rechten van den invalide op gelijken rang als die van den verminkte.

Het pensioen, toegekend aan den militair die zijn dienst voortzet, wordt echter eerst toegekend na zijn vertrek uit den dienst.

Een groote stap wordt gedaan door artikel 10, krachtens hetwelk elke invaliditeit, bij een militair vastgesteld, zelfs gedurende de zes maanden volgende op den dag waarop hij huiswaarts werd gezonden, geacht wordt recht te geven op schadevergoeding. Deze bepaling dringt zich inzonderheid op gedurende heel het verwarde oorlogstijdperk : de twijfel moet aan den invalide ten goede komen.

Wat betreft de naar huis teruggezonden strijders, neemt dit tijdperk slechts een aanvang vanaf de afkondiging dezer wet.

Rechten van de weduwen en weezen.

Titel III regelt de rechten der weduwen op een levenslang pensioen en die der weezen op een tijdelijk pensioen.

De Afdeeling is van gevoelen dat in het tweede lid van artikel 13 nader dient te worden omschreven wat men verstaat door « toevallig afsterven », daar deze term moet beteekenen den dood door ongeval, onverwachte, geweldige, ongewone gebeurtenis welke de plotselinge werking van eene uitwendige macht veronderstelt. (Verbrekingshof, 16 Juli 1911.)

Dit artikel heeft onbetwistbaar ten doel, ieder huwelijk *in extremis* of berekend op een spoedigen dood, wegens de invaliditeit, te verhinderen. Het kan echter gebeuren dat de dood van den invalide voorkome, binnen het eerste huwelijksjaar, door een onvoorziene oorzaak welke niet in verband staat met de kwaal die recht op het pensioen heeft gegeven. Dienvolgens moet de weduwe van den invalide tot het voordeel der wet toegelaten worden.

De Afdeeling stelt U voor, dit artikel aldus te wijzigen :

ART. 13, lid. 2.

« ... het huwelijk *ten minste één jaar heeft geduurd of vroeger ontbonden werd ten gevolge van het overlijden van den echtgenoot, wegens eene oorzaak vreemd aan den oorsprong van het pensioen.* »

De Afdeeling stelt U voor, de bepalingen van artikel 13 aan te vullen door toevoeging van een nieuw artikel 13, luidende :

ART. 13^{bis}.

« Wanneer een militair bij zijn overlijden het genot heeft van een invaliditeitspensioen van 60 t. h. en meer, waarvan de oorsprong moet gezocht worden tusschen den 1^{er} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, of wanneer hij aanspraak had op dit pensioen, heeft zijne weduwe, indien het huwelijk voltrokken was op den datum van de afkondiging der wet, recht op een levenslang pensioen gelijk aan een derde van het pensioen van den overleden man. »

Door dit nieuw artikel wordt het beginsel der terugvalbaarheid aangenomen, dat ook door de Fransche wet van 31 Maart 1919 is aangenomen, doch in een minder ruime mate.

Het bedrag van een derde werd aangenomen, opdat de weduwe van den overleden invalide in geen geval meer kunne trekken dan de weduwe van den soldaat die gesneuveld is of rechtstreeks aan de gevolgen zijner verwondingen is bezweken.

Ten einde elke betwisting te vermijden onder de weezen, kinderen van den invalide, stelt de Commissie voor, artikel 19 te doen luiden als volgt :

ART. 19.

« De minderjarige weezen hebben recht, allen te zamen, op een jaarlijksch pensioen, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hunne moeder bekomen heeft of het recht zou hebben gehad te bekomen onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 36 en 37.

» Dit pensioen wordt ten volle betaald totdat de jongste hunner den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt heeft. »

Vermiste militairen.

De rechten van de vrouwen en van de minderjarige kinderen der verminkte militairen worden geregeld bij artikel 24.

Aangaande de verklaring van den term « vermist » was er geschil.

De Afdeeling oordeelt dat het noodig is, zoodra mogelijk de officieele lijst der vermisten vast te stellen en aan de rechthebbenden de achterstallen uit te betalen in geval van ononderbroken verdwijning sedert de eerste oorlogsjaren.

Rechten der verwanten in de opgaande linie.

Als een nieuw beginsel, op gelukkige wijze door de artikelen 22 en volgende vastgesteld in de wet, geldt nog de erkenning van de rechten der

ouders, grootouders, te jonge of gebrekkige broeders en zusters, op eene tegemoetkoming die kan herhaald worden.

N^o 1^o van artikel 22 had aanleiding gegeven tot betwisting; de meerderheid der Afdeeling was echter van gevoelen dat de echtgenoot van een onderdaan eener vijandige natie, al is zij zelfs de moeder van een Belgischen soldaat, geen recht op de tegemoetkoming kan hebben.

Met het oog op het beginsel der gelijkheid, stelt de Afdeeling U voor, n^o 2^o van dit artikel te doen wegvallen.

Rechten van de onwettige kinderen.

Wat de erkende onwettige kinderen betreft, stelt de Commissie voor, dit opschrift te plaatsen vóór de woorden : artikel 25.

Zij is van gevoelen dat het laatste lid van dit artikel, waarbij zijn bedoeld de bepalingen der burgerlijke wetten betreffende de gerechtelijke erkenning, de rechten beschermt van de onwettige kinderen, die de overleden militair niet kon erkennen.

Vaststelling der pensioenen.

Titel IV bepaalt de regelen tot vaststelling der pensioenen. Door aan het ontwerp gehechte tabellen worden de bedragen daarvan bepaald.

De eerste Afdeeling van dezen titel handelt over de pensioenen wegens de dienstjaren; zij verwijst naar de wetten van 24 en 25 Mei 1912, doch bij artikel 27 verhoogt zij de bij deze wetten vastgestelde bedragen ten voordeele van de militairen die den veldtocht hebben medegemaakt.

Artikel 28 wijzigt een voorschrift der vroegere wetten, welke twee jaar graad vereischten om dezen tot grondslag te kunnen aannemen voor de regeling van het pensioen. De nieuwe wet bepaalt één jaar werkelijken dienst in denzelfden graad.

Bij artikel 29 kent de wet aan sommige onderofficieren der gendarmerie eene pensioensverhooging toe, berekend naar den dienstdaag in de gendarmerie doorgebracht.

De tweede Afdeeling van denzelfden titel handelt over de pensioenen wegens invaliditeit en bepaalt bijzondere regelen voor de militairen die het slachtoffer waren van invaliditeit ontstaan tusschen 1 April 1914 en 30 September 1919.

Artikel 32 voorziet het gelijktijdig genieten van vergoedingen uit hoofde van meer dan ééne invaliditeit.

De Afdeeling stelt u voor, tusschen het 2^{de} en het 3^{de} lid van artikel 32 een nieuw lid in te voegen, dat het 3^{de} lid van dit artikel zou uitmaken en luiden als volgt :

ART. 32, 3^{de} lid.

« Indien de invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^o Augustus 1914 en den 30^o September 1919 niet inbegrepen, kan dit koninklijk besluit, in

geen geval, de lichaamsgebreken ramen op een bedrag beneden dit, bepaald door het aanwijzend barema der gevallen van invaliditeit, in gebruik bij het Belgische leger sedert 1917. »

Anderzijds stelt de Afdeeling u voor, lid 3 van het ontwerp, dat lid 4 zou worden, te wijzigen als volgt :

ART. 32, 4^{de} lid.

« Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 3,600 frank kan verleend worden aan... »

(Het overige zooals in den tekst.)

Bij artikel 33 stelt de Afdeeling u voor, na de woorden : « worden voor ieder » de woorden « *geboren of ongeborn* » in te voegen; evenzoo na de woorden : « en voor ieder erkend natuurlijk kind ».

De vraag om het bedrag der voorziene jaarlijksche verhoogingen te wijzigen werd verworpen, evenals het voorstel het maximum der chevrons toe te kennen aan de militairen gepensionneerd wegens eene invaliditeit ontstaan tusschen 1 April 1914 en 30 September 1919. De Afdeeling oordeelde dat, daar zij geene kennis had van een voorstel tot wijziging der wet op de dotatie en het pensioen wegens de chevrons, zij het recht niet had eene wijziging voor te stellen.

De Afdeeling stelt u voor, een artikel 34^{bis} in te voegen, luidende :

« De militairen, op pensioen gesteld wegens eene invaliditeit die ontstaan is tusschen den 1^o April 1914 en den 30^o September 1919 niet inbegrepen, ontvangen kosteloos, zoolang zij leven, al de kunstmatige en andere organen, welke wegens die invaliditeit noodig zijn. »

De Afdeeling uit den wensch dat men zou onderzoeken onder welke voorwaarden de geneeskundige verzorging en de geneesmiddelen, vereischt wegens de lichaamsgebreken die hun recht gaven op pensioen, aan de invaliden kosteloos kunnen verschaft worden.

De derde Afdeeling van titel IV bepaalt de pensioenen der weduwen en der weezen, der echtgenooten en der kinderen van de verdwenen militairen en van de erkende natuurlijke kinderen, alsmede de tegemoetkomingen aan de verwanten in de opgaande linie en andere rechtverkrijgenden.

Artikel 35 bepaalt dat het pensioen der weduwen geregeld wordt overeenkomstig tabel III, aan het ontwerp toegevoegd, die eene verhooging van 50 % voorziet voor de rechtverkrijgenden van de oorlogsslachtoffers, daar deze allen gerangschikt worden bij het maximumtarief.

Artikel 36 bepaalt de verhooging van het pensioen per minderjarig kind, terwijl eenerzijds artikel 37 het aldus verhoogd pensioen, wat betreft de weezen, vermindert, dit om reden van het wegvallen uit het gezin van eene eenheid — de moeder.

De bekommernis om de tegemoetkomingen naar de mate van de familieleasten te verdeelen gaf ook aanleiding tot het bepaalde in artikel 38 en in artikel 39.

Bij laatstgenoemd artikel stelt de Afdeeling echter eene wijziging voor tot gelijke bedeeeling van elk der grootouders. Het artikel zou als volgt moeten luiden :

ART. 39.

« De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen...

	Bijzonder bedrag.		Normaal bedrag.
<i>Voor den grootvader of de grootmoeder te zamen of afzonderlijk fr.</i>	600	»	400 »
<i>Voor de gehuwde grootvader en grootmoeder.</i>	300	»	200 »
Het bijzonder bedrag. »			

Algemeene bepalingen.

Welke personen, aan het leger of aan de legerdiensten verbonden, zullen het voordeel dezer wet genieten? De categorieën zullen, volgens artikel 41 bij koninklijk besluit bepaald worden. De Afdeeling oordeelt dat, in ieder geval, de militairen of oud-militairen, als bezoldigde militairen werkzaam, evenals de burgers bij militaire werken arbeidende, op het oogenblik van hunnen dood of bij het ontstaan der invaliditeit, het voorrecht dezer wet moeten genieten.

Zóó hebben soldaten of oud-soldaten na hunne demobilisatie gearheid bij het inzamelen van het materieel, door de Duitschers achtergelaten. Sommigen van hen zijn bij de uitvoering van dit werk omgekomen, anderen werden gewond. De Staat mag ze niet ter zijde stellen, evenmin als de burgers, in 't begin van den oorlog opgeëischt door de militaire overheid, en de arbeiders in de militaire werkhuizen.

De Afdeeling oordeelde dat men lid 3 en lid 4 van artikel 42 dient nader te bepalen als volgt :

ART. 42.

« »

» 3° *Voor de onderluitenanten, de negen tienden van het maximum vastgesteld voor het pensioen der luitenanten ;*

» 4° *Voor de militairen die geen officier zijn, de acht tienden van het maximum vermeld in n° 3°.* »

Bij artikel 45 zou men in het 1^{ste} lid, na de woorden : « . . . voorzien bij artikel 27 en betrekking hebbende op . . . », het woord : « den » moeten vervangen worden door « *hunnen* », en de woorden : « *dien de belanghebben-*

den hebben bekleed » doen wegvallen; in het tweede lid na de woorden : « . . . sedert den 1^{er} Augustus 1914 . . . » en vóór de woorden : « . . . volgens de vroegere beschikkingen » zou het woord « *en* » moeten ingevoegd worden.

Bij artikel 47 zou men de woorden : « zij die afhangen » moeten vervangen door de woorden : « de overige bij deze wet bedoelde rechtverkrijgenden ».

Dit artikel zou dus luiden :

ART. 47.

« De weduwen, de weezen en *de overige, bij deze wet bedoelde rechtverkrijgenden* van de aangestelde officieren . . . »

zooals de weduwen, de weezen en *de overige, bij deze wet bedoelde rechtverkrijgenden* van de officieren van denzelfden graad . . . »

Daar de bij artikel 48 bedoelde toestanden niet bestaan, zou dit artikel als volgt moeten gewijzigd worden :

ART. 48.

« Wanneer een officier, tot den hoogerem graad of tot de bediening van den hoogerem graad aangesteld, voor den vijand sneuvelde, wordt het pensioen der rechtverkrijgenden naar dezen graad berekend. »

Luidens artikel 49 kunnen de Staatsbeambten, die aanspraak hebben op het genot van een militair pensioen wegens invaliditeit, eene keuze doen tusschen het stelsel der militaire en dit der burgerlijke pensioenen. Om deze keuze met volledige kennis van zaken te doen, wordt hun nog een termijn van vijf jaar toegestaan.

Artikel 50 voorziet dat de oorlogsjaren voor dubbel zullen tellen tot vaststelling van het bedrag van het pensioen, terwijl artikel 51, den tijd aan de vuurlinie doorgebracht, tot op het drievoud brengt.

De Afdeeling stelt u voor, aan het slot van artikel 51 te doen wegvallen de woorden « boven den wezenlijken duur voor dubbel worden gerekend », en ze eenvoudig te vervangen door de woorden « voor het drievoud worden geteld ».

De volgende artikelen beoogen de verschillende gevallen waarbij militairen terug in dienst zijn getreden onder den oorlog, militairen wier pensioen zal verhoogd worden op de grondslagen vastgelegd in de artikelen 50 en 51; er wordt zelfs eene verbetering voorzien van het pensioen wegens de oorlogsjaren boven de veertig jaren dienst, als een maximum bepaald voor de pensioensbedragen vastgesteld krachtens de vroegere wetten.

Het is een verdiend blijk van dankbaaheid jegens de militairen van allen graad die, na reeds een deel van hun leven aan het leger te hebben

geschonken, gevraagd hebben, aldus het voorbeeld gevend aan de jongeren, weer onder de wapens te treden om nog kunnen mede te werken, hoe oud ze ook waren, aan de verdediging van den bedreigden geboortegrond.

Artikel 55 waarborgt de rechten der aangestelde officieren. En artikel 56 verleent, voor de toekenning van het pensioen, een hooger grad aan de onderofficieren en brigadiers van de gendarmerie evenals aan de gendarmen.

Artikel 57 regelt het bedrag van de pensioensverhooging wegens de werkelijke dienstjaren in den grad, naar de bepalingen van de vroegere wetten.

In artikel 58 stelt de Afdeeling voor, het woord « pensioenen » te vervangen door het woord « renten ». Dit artikel zou dus luiden :

ART. 58.

« De aan de nationale orden verbonden *renten*...

» De helft van het beloop dezer *renten* is overdraagbaar...

» Deze *renten* kunnen bij samenvoeging genoten worden. »

De Afdeeling uit den wensch dat het wettelijk uitgangspunt van het pensioen, bedoeld bij artikel 59, juist bepaald worde. Zij meent dat de militair, die om bestuursredenen eerst na lange vertraging werd afgekeurd, uit dien hoofde recht heeft op pensioen vóór den datum van deze formaliteit.

Zoo ook moet het pensioen verzekerd worden aan alle weduwen en rechtverkrijgenden vanaf den datum van het overlijden of het verdwijnen van den militair.

De Middenafdeeling stelt u bijgevolg voor, aan dit artikel een nieuw lid toe te voegen :

ART. 59.

.

« Voor de weduwen en weezen neemt het pensioen een aanvang bij het afsterven of het officieel vastgesteld verdwijnen van de man of van den vader. »

Aan artikel 60 zou kunnen toegevoegd worden het volgende lid, eenparig aangenomen door de Afdeeling.

ART. 60.

« Bij de vereffening...

« Wat betreft de oorlogsinvaliden, de oorlogsweduwen en de oorlogsweezen, wordt de onderstand, verbreed door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, niet afgetrokken. »

De Afdeeling stelt u voor, het slot van lid 1, alsmede lid 2 van artikel 61 te doen wegvallen en dit artikel te doen luiden :

ART. 61.

« De pensioenen en de jaarlijksche tegemoetkomingen worden in het pensioenboek der Openbare Schatkist als Staatsschuld ingeschreven en per trimester betaald.

« *De wijzen van betaling worden bij koninklijk besluit bepaald.* »

Het overige van het artikel zou dus wegvallen.

Ten gevolge van den voorgestelden tekst worden toegelaten alle nieuwe wijzen van betaling, hetzij door de zorgen van het beheer der posterijen, hetzij op eenige andere wijze tot vereenvoudiging der vormvereischen.

Krachtens artikel 62 zijn de militaire pensioenen onafstaanbaar en onaantastbaar, terwijl artikel 64 bepaalt in welke gevallen het recht op het bekomen of op het genot van deze pensioenen wordt geschorst.

Artikel 65 laat het gelijktijdig genot toe van een militair invalidenpensioen en van eene jaarwedde of van het pensioen verbonden aan eene openbare burgerlijke betrekking.

Bij artikel 66 stelt de Afdeeling voor, in het tweede lid het woord « verminkten » te vervangen door « invaliden », om gemakkelijker de personen aan te werven die deze commissiën moeten samenstellen en onder dewelke men een officier of een onderofficier en twee korporaals of twee soldaten voorziet. De Commissie was van oordeel dat de voorgestelde 50 t. h. invaliditeit niet lager mocht gebracht worden, om de zeer eerbiedwaardige en meer rechtstreeksche belangen der zware invaliden met zekerheid te waarborgen.

De Middenafdeeling en de Parlementaire Legercommissie, na het beëindigen van het onderzoek van dit ontwerp, dat zij voorstellen goed te keuren, hebben beslist dat dit verslag zou onderteekend worden door een vertegenwoordiger van elk der drie partijen, om allen te doen deelnemen in dezelfde hulde aan de gevallen helden, aan de verminkten, aan de invaliden, en in dezelfde verbintenis, door gansch de Natie, om de weduwen en de weezen aan te nemen van hen die lijdten ten gevolge van het zware offer gebracht voor het geliefde Vaderland.

De Verslaggevers,

VICTOR ERNEST,
MAURICE CRICK,
MAX PASTUR.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

**Amendements
proposés par la Commission.**

ART. 13.

I. — Modifier comme suit le 2^d alinéa :

Cette restriction ne s'applique pas aux femmes qui ont épousé un mutilé de la guerre atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 60 %. Elles auront droit à la pension pour autant que le mariage ait duré une année au moins ou ait été rompu plus tôt par la mort de l'époux, provenant d'une cause étrangère à l'origine de la pension.

II. — Faire suivre l'article 13 d'un article 13^{bis}.

ART. 13^{bis} (nouveau).

Quand un militaire meurt en jouissance d'une pension d'invalidité de 60 % et plus, dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, ou en possession des droits à cette pension, sa veuve a droit, pourvu que le mariage ait été contracté à la date de la promulgation de la loi — à une pension viagère équivalente au tiers de la pension du mari décédé.

ART. 19.

Modifier l'article comme suit :

Les orphelins mineurs d'âge ont droit, tous ensemble, à une pension

**Amendementen door de Commissie
voorgesteld.**

ART. 13.

I. — Lid 2 te wijzigen als volgt :

Deze beperking is niet toepasselijk op de vrouwen die eenen oorlogsverminkte, aangetast door eene invaliditeit gelijk aan of hooger dan 60 %, gehuwd hebben. Zij zullen op het pensioen recht hebben in zoover het huwelijk ten minste één jaar heeft geduurd of vroeger ontbonden werd ten gevolge van het overlijden van den echtgenoot, wegens eene oorzaak vreemd aan den oorsprong van het pensioen.

II. — Na dit artikel, een artikel 13^{bis} in te voegen :

ART. 13^{bis} (nieuw).

Wanneer een militair bij zijn overlijden het genot heeft van een invaliditeitspensioen van 60 % en meer, waarvan de oorsprong moet gezocht worden tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, of wanneer hij aanspraak had op dit pensioen, heeft zijne weduwe, indien het huwelijk voltrokken was op den datum van de afkondiging der wet, recht op een levenslang pensioen gelijk aan een derde van het pensioen van den overleden man.

ART. 19.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De minderjarige weezen hebben recht, allen te zamen, op een jaarlijksch pen-

annuelle égale au montant de la pension que la mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir *dans les conditions stipulées aux articles 36 et 37.*

Cette pension est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 21 ans accomplis.

ART. 22.

Supprimer le n° 2°.

ART. 25.

Faire précéder cet article de l'intitulé : Droits des enfants naturels.

ART. 32.

I. — Intercaler après le deuxième alinéa la disposition suivante :

Si l'origine de l'invalidité doit se placer entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, cet arrêté royal ne pourra, en aucun cas, évaluer les infirmités à un taux inférieur à celui fixé par le guide-barème des invalidités en usage dans l'armée belge depuis 1917.

II. — Modifier ainsi le début de l'alinéa suivant :

Une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs peut être...

ART. 33.

Rédiger ainsi l'alinéa premier :

En sus de la pension définitive ou provisoire, accordée en vertu de l'article 30, il est accordé pour chaque enfant légitime né ou à naître et pour

sioen, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hunne moeder bekomen heeft of het recht zou hebben gehad te bekomen *onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 36 en 37.*

Dit pensioen wordt ten volle betaald totdat de jongste hunner den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt heeft.

ART. 22.

N° 2° te doen wegvallen.

ART. 25.

Aan dit artikel te doen voorafgaan het opschrift : Rechten van de natuurlijke kinderen.

ART. 32.

I. — Na lid 2, de volgende bepaling in te voegen :

Indien de invaliditeit ontstaan is tussen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 niet inbegrepen, kan dit koninklijk besluit, in geen geval, de lichaamsgebreken ramen op een bedrag beneden dit, bepaald door het aanwijzend barema der gevallen van invaliditeit, in gebruik bij het Belgisch leger sedert 1917.

II. — Den aanvang van het volgende lid te wijzigen als volgt :

Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 3,600 frank kan...

ART. 33.

Lid 1 te doen luiden als volgt :

Boven het krachtens artikel 30 toegestane definitief of voorloopig pensioen, worden voor ieder geboren of ongeboren wettig en voor ieder geboren of

chaque enfant naturel reconnu *né ou à naître* dans les conditions indiquées à l'article 25, des majorations annuelles variant de 30 à 300 francs, suivant le degré d'invalidité.

ART. 34.

Faire suivre l'article d'un article nouveau ainsi conçu :

ART. 34^{bis} (nouveau).

Les militaires pensionnés en raison d'une invalidité dont l'origine doit se placer entre le 1^{er} avril 1914 et le 30 septembre 1919 exclusivement, recevront gratuitement, leur vie durant, tous les appareils de prothèse et autres nécessités par cette invalidité.

ART. 39.

Le rédiger ainsi :

Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit, dans chaque ligne :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand-père et la grand-mère conjointement ou séparément.	fr. 600	400
Pour le grand-père et la grand-mère mariés.	300	200
Le taux spécial (la suite comme au projet.)		

ART. 42.

Modifier ainsi les n°s 3° et 4° :

3° Pour le sous-lieutenant, les neuf dixièmes du maximum fixé pour la pension de lieutenant.

ongeboren erkend natuurlijk kind, onder de bij artikel 25 aangeduide voorwaarden, jaarlijksche verhoogingen toegekend, gaande van 30 tot 300 frank volgens den invaliditeitsgraad.

ART. 34.

Na dit artikel, een nieuw artikel in te voegen, luidende :

ART. 34^{bis} (nieuw).

De militairen, op pensioen gesteld wegens eene invaliditeit die ontstaan is tusschen den 1ⁿ April 1914 en den 30ⁿ September 1919 niet inbegrepen, ontvangen kosteloos, zoolang zij leven, al de kunstmatige en andere organen, welke wegens die invaliditeit noodig zijn.

ART. 39.

Dit artikel te doen luiden :

De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen worden vastgesteld als volgt, in elke linie :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder te zamen of afzonderlijk	fr. 600	400
Voor de gehuwde grootvader en grootmoeder	300	200
Het bijzonder bedrag (het overige zooals in het ontwerp.)		

ART. 42.

De n°s 3° en 4° te wijzigen als volgt :

3° Voor de onderluitenanten, de negen tienden van het maximum vastgesteld voor het pensioen der luitenanten;

4° Pour les militaires non-officiers, les huit dixièmes des maximums indiqués au n° 3°.

ART. 45.

Modifier l'article comme suit :

Pour les militaires retraités, la revision s'établira en ajoutant à la pension primitive le nombre d'annuités correspondant à la durée des services nouveaux, avec le bénéfice des années de campagne. Ces annuités seront celles fixées par les tarifs des lois du 24 et du 25 mai 1912, éventuellement majorées dans les conditions prévues à l'article 27 et afférentes à leur dernier grade sans préjudice des prescriptions de l'article 28, mais ne seront pas majorées de l'accroissement attribué au temps d'activité dans le grade.

Pour les militaires démissionnés, la pension sera liquidée d'après les dispositions de la présente loi, en ce qui concerne les services accomplis depuis le 1^{er} août 1914 et d'après les dispositions antérieures et sur le grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission, pour les services accomplis avant le 1^{er} août 1914. Le bénéfice prévu à l'article 57 ne sera accordé qu'en raison du dernier grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission.

ART. 47.

Modifier l'article comme suit :

Les veuves, les orphelins et les autres bénéficiaires visés dans la présente

4° Voor de militairen die geen officier zijn, de acht tienden van het maximum vermeld in n° 3°.

ART. 45.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

Voor de gepensioneerde militairen zal de herziening derwijze gebeuren dat het oorspronkelijk pensioen zal vermeerderd worden met het aantal annuïteiten die met den duur der nieuwe diensten overeenstemmen, met daarbij het voordeel der jaren veldtocht. Deze annuïteiten zullen deze zijn, vastgesteld bij de tarieven der wetten van 24 en 25 Mei 1912, in gebeurlijk geval verhoogd in de gevallen voorzien bij artikel 27, en betrekking hebbende op *hunnen* jongsten graad, onverminderd de voorschriften van artikel 28, doch zullen niet verhoogd worden met de vermeerdering verbonden aan den in den graad doorgebrachten werkelijken dienst.

Voor de afgetreden militairen zal het pensioen vereffend worden volgens de bepalingen van deze wet, wat de diensten betreft welke sedert den 1^{en} Augustus 1914 werden vervuld, en volgens de vroegere bepalingen en op grondslag van den graad welken de belanghebbende bekleedde op het oogenblik zijner aftreding, voor de diensten vervuld vóór den 1^{en} Augustus 1914. Het bij artikel 57 voorziene voordeel zal maar verleend worden met inachtneming van den laatsten graad van den belanghebbende op 't oogenblik van zijn aftreden.

ART. 47.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De weduwen, de weezen en *de overige*, bij deze wet bedoelde rechtverkrij-

loi, des officiers commissionnés et des officiers assimilés à un grade sont traités, au point de vue des droits à une pension ou à des allocations, comme les veuves, les orphelins et les autres bénéficiaires visés dans la présente loi, des officiers de même grade des cadres actifs et de réserve.

ART. 48.

Remplacer l'article par la disposition suivante :

Lorsqu'un officier commissionné au grade supérieur ou à l'emploi du grade supérieur aura été tué à l'ennemi, la pension des ayants droit sera liquidée sur ce grade.

ART. 51.

Modifier l'article comme suit :

Le temps de service que les militaires auront accompli depuis le 1^{er} août 1914 et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front dans les conditions définies par la loi, sera compté en triple.

ART. 58.

Modifier l'article comme suit :

Les rentes afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II . fr.	100	»
Ordre de la Couronne .	150	»
Ordre de Léopold . . .	200	»

La moitié du montant de ces rentes est réversibles aux veuves et orphelins

genden van de aangestelde officieren en van de met eenen graad gelijkgestelde officieren worden behandeld, ten opzichte der rechten op pensioen of op tegemoetkomingen, zooals de weduwen, de weezen en de overige, bij deze wet bedoelde rechtverkrijgenden van de officieren van denzelfden graad der werkdadige kaders en der reservekaders.

ART. 48.

Dit artikel te vervangen door de navolgende bepaling :

Wanneer een officier, tot den hooger graad of tot de bediening van den hooger graad aangesteld, voor den vijand sneuvelde, wordt het pensioen der rechtverkrijgenden naar dezen graad berekend.

ART. 51.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De dienstdtijd, welken de militairen sedert den 1^{er} Augustus 1914 volbracht hebben en die hun onder de bij de wet bepaalde voorwaarden op het toekennen der frontchevrons recht verleent, zal voor het drievoud worden geteld.

ART. 58.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

De aan de nationale orden verbonden renten, verleend aan de militairen beneden den graad van officier, worden tot het volgende bedrag bepaald :

Orde van Leopold II . fr.	100	»
Kroonorde	150	»
Leopoldsorde	150	»

De helft van het beloop dezer renten is overdraagbaar op de weduwen en

des militaires qui en étaient titulaires.

Ces *rentes* peuvent être cumulées.

ART. 59.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Pour les veuves et orphelins, la pension prendra cours à l'époque de la mort ou de la disparition officiellement reconnue du mari ou du père.

ART. 60.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

En ce qui concerne les invalides, veuves et orphelins de la guerre, les secours alloués par le Comité National de Secours et d'Alimentation ne sont pas défalqués.

ART. 61.

Rédiger l'article comme suit :

Les pensions et les allocations annuelles seront inscrites comme dettes de l'État, au livre des pensions du Trésor public et payées par trimestre.

Un arrêté royal déterminera les modalités de paiement.

ART. 66.

Modifier ainsi l'alinéa 2 :

Ces commissions comprendront un tiers au moins *d'invalides* dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

weezen der militairen, die er houder van waren.

Deze *renten* kunnen bij samenvoeging genoten worden.

Ar. 59.

En lid toe te voegen, luidende :

Voor de weduwen en weezen neemt het pensioen een aanvang bij het afsterven of het officieel vastgesteld verdwijnen van den man of van den vader.

ART. 60.

En lid toe te voegen, luidende :

Wat betreft de oorlogsinvaliden, de oorlogsweduwen en de oorlogsweezen, wordt de onderstand, verleend door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, niet afgetrokken.

ART. 61.

Dit artikel te doen luiden :

De pensioenen en de jaarlijksche tegemoetkomingen worden in het pensioenboek der Openbare Schatkist als Staatsschuld ingeschreven en per trimester betaald.

De wijzen van betaling worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 66.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

Van deze commissiën zullen ten minste een derde *invaliden*, wier invaliditeit boven 50 % gaat, deel uitmaken.